
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXCVI.

Du Mardi 26 Janvier 1790.

MONSIEUR de Boufflers a fait lecture des procès-verbaux des séances précédentes.

Parmi les dernières adresses qui ont été lus, on a vu avec plaisir celle de la demoiselle Seot Godefroi, maitresse de langue angloise à Paris, qui offre pour sa contribution patriotique d'apprendre gratuitement la langue angloise à soixante demoiselles, une par district.

Les marchandes-bouquetières de Paris, voulant aussi présenter leur offrande à la patrie, demandent qu'il leur soit permis d'établir une caisse, de laquelle elle verseront dans la caisse patriotique; ce sera, disent-elles, le denier de la veuve qui profite au centuple.

Les villes de l'Isle en Périgord, de Sisteron en Provence, la communauté de Saint-Antoine, & celle de Pujol en Agénois, offrent le produit de la contribution des ci-devant privilégiés. Les communautés de Villerfaucou, Frelon & Crevecoeur en Picardie, ont formé des ateliers de charité, avec le produit de la même imposition.

Les citoyens de Sivrai en Poitou & la chambre royale des consultations établie à Colmar, donnent leurs boucles d'argent.

Les habitans de la Ferté-sous-Jouarre, ont donné plusieurs marcs d'argenterie.

Quatorze ville baillagères de Franche-Comté se sont

Tome VI.

P.

réunies pour maintenir la circulation des subsistances.

Adresses des soldats français, en garnison à Valogne & Cherbourg, qui pour détruire les soupçons qu'on a voulu inspirer contre eux, jurent de nouveau, d'exécuter au péril de leur vie, pour le service de la patrie & du roi; tout ce qui leur sera prescrit par ceux que l'assemblée nationale reconnoîtra pour leurs chefs.

Les Corfès expatriés, qui se trouvent dans la Toscane, ont envoyé une adresse, contenant l'expression de leur vive reconnoissance envers l'assemblée nationale.

Réformer les loix est l'ouvrage du génie & de la raison; mais donner à l'opinion publique une direction nouvelle, lui donner une activité utile, est l'ouvrage de ceux qui exécutent les loix, & cette gloire est due à quelques citoyens distingués de la capitale.

MM. les officiers du bataillon du district Saint-Honoré dont la conduite a été si honorable à l'égard de la famille Agasse, ont été introduits à la barre. M. de Silly, commandant du bataillon; a fait lecture du procès-verbal de ce qui s'est passé à ce sujet; cette pièce a été si applaudie, elle a excité à un si haut degré la sensibilité de l'assemblée, que nous ne saurions nous empêcher de la consigner ici.

Procès-verbal du 24 janvier 1790, onze heures du matin.

Le 24 janvier 1790, une députation du bataillon Saint-Honoré, s'étant rendu chez M. Agasse, président du district, & soldat citoyen de ce bataillon; M. Silly, commandant, lui a adressé la parole, & a dit:

Monsieur,

Le bataillon Saint-Honoré, sensible à votre profonde affliction, vient avec vous la partager; mais après avoir rempli ce premier devoir, il nous en reste un second que nous prescrit la loi immuable de la justice & de la raison; celui de vous dire que la honte du crime de vos neveux ne réjaillira pas sur leur famille; que le bataillon de Saint-Honoré adopte en ce moment tous leurs parens pour

ses frères , & leur jure amitié , union , secours , tous les sentimens enfin que mérite leur vertu , devenue plus intéressante encore par leur malheur.

Puis , s'adressant à M. Agasse , frère des condamnés , & grenadier citoyen du bataillon.

Vous , jeune & vertueux citoyen , vos frères d'armes généralement assemblés , vous attendent pour vous donner un témoignage public de fraternité.

S'adressant enfin à M. Agasse , fils de M. Agasse , président.

Vous , jeune enfant , fils d'un père que nous honorons , veuillez aussi recevoir de la famille qui vous adopte un témoignage de sa tendre amitié.

La députation s'étant rendue avec MM. Agasse , sur les gazons du Louvre , où le bataillon conduit par M. le duc d'Ormont , chef de la division , étoit assemblé en uniforme & armes.

Le commandant de bataillon , après avoir pris l'agrément de M. le Marquis de la Fayette , commandant général , & de M. Gouvion , major général , a fait lecture d'un arrêté pris le jour d'hier , en l'assemblée des citoyens , & adressant la parole aux jeunes Agasse , leur a dit :

Le bataillon Saint-Honoré vous a provisoirement conféré à vous , Monsieur , le grade de lieutenant de grenadiers à la suite , & à vous , Monsieur le fils de notre président , celui de lieutenant à la suite de la première compagnie ; & se flattant d'en obtenir la confirmation de la municipalité & de M. le commandant général , il me charge de vous en offrir les décorations. Recevez-les de votre général , ainsi que ces deux épées , & souvenez-vous dans tous les instans de votre vie , que ces hommages sont rendus à la vertu , & que la vertu ne sauroit jamais être obscurcie que par des fautes personnelles.

Aussi-tôt M. le commandant général ayant fait battre un ban , a fait reconnoître les deux jeunes officiers à la tête du bataillon. M. Gaultier de Claubry , citoyen du

district, & député à la commune, a prononcé au bataillon un discours relatif à la circonstance.

Le bataillon a défilé devant le général, & s'est rendu en l'église S. Honoré, où il a entendu la messe.

M. le président a répondu :

« Il n'appartient qu'à des actions aussi nobles que la vôtre, d'ajouter au zèle dont l'assemblée nationale est animée pour les progrès de la vertu, du véritable honneur & des mœurs patriotiques; j'oserai dire en son nom que vous avez déployé plus de puissance qu'elle-même; elle a fait la loi, l'instant d'après vous donnez l'exemple, & tout le monde fait combien dans ces matières qui tiennent à l'opinion, les exemples sont au-dessus des loix ».

M. de Menou a ajouté: « Après ce grand exemple de patriotisme & de vertu que viennent de donner les citoyens du bataillon du district Saint-Honoré, je demande l'impression du procès-verbal qui vient d'être lu par M. de Silli, son insertion dans celui de l'assemblée, & l'envoi de cet imprimé dans tous les départemens & districts du royaume. »

M. Alquier a ajouté qu'il falloit inscrire le nom de ces officiers dans le procès-verbal.

Ces différentes motions ont été décrétées par acclamation; voici les noms des officiers.

MM. de Silli, commandant du bataillon, de la Bourrelaye, capitaine de grenadiers; Robert, capitaine de chasseurs, de la Tapie, capitaine; la Pierre, capitaine aide-major; Presson, sous-lieutenant; Etienne, sergent des chasseurs; Gautier de Clambri, sergent; Lietier, sergent-major des chasseurs.

C'est toujours M. Gossin qui a fait plusieurs rapports sur les divisions des départemens en districts. Le premier concernoit un des départemens de Normandie: l'assemblée générale des députés avoit délibéré à l'unanimité des suffrages, que la ville d'Alençon seroit le chef-lieu de l'un des six districts du département. Le rapporteur proposoit d'accorder

à Sées , ville voisine d'Alençon , de quatre lieues , le directoire du district , en laissant le chef-lieu à Alençon.

M. Dumerz a demandé la priorité pour l'avis unanime des députés de la province ; il trouvoit d'ailleurs de l'inconvénient à séparer le directoire du chef-lieu du district.

« L'avis des députés de Normandie ayant obtenu la priorité , a été bientôt après adopté ; & voici le décret qui en est résulté :

« L'assemblée nationale décrète que le département d'Alençon est divisé en six districts , dont les chefs-lieux sont , Alençon , Domfront , Argentan , Laigle , Bellesme & Mortagne. »

M. Goffin a fait ensuite un nouveau rapport pour les départemens de Limoges & du Pays de Forez. L'assemblée a rendu sur cet objet le décret suivant :

« L'assemblée nationale décrète , d'après l'avis du comité de constitution , que le département de Limoges , dont Limoges est le chef-lieu , est divisé en six districts , dont les chefs-lieux sont Dorat , Bellac , Saint-Junien , Limoges , Saint-Yrieix & Saint-Léonard , sauf , pour la ville de Rochechouart , le tribunal du district de Saint-Junien , & sauf aussi les droits des autres villes du département , aux établissemens qui seront fixés par la constitution , si elles y sont fondées. »

Le département du Rouergue a occasionné plus de débats que le précédent. M. Andurand a développé les raisons qu'il croyoit avoir pour faire déclarer Villefranche chef-lieu de département , préalablement à Rhodès , ou du moins pour l'alternative entre ces deux villes. Il a observé que toutes les relations actuelles de l'administration aboutissent à Villefranche , qui étoit le chef-lieu de l'administration provinciale , & où les conférences , sur les intérêts du Quercus & du Rouergue se feroient plus commodément qu'à Rhodès ; d'après ces motifs , M. Andurand demandoit que la première assemblée se tint à Villefranche , sauf aux électeurs à décider si l'intérêt de la province se trouvoit à placer ailleurs.

le chef-lien du département ; quant aux districts , le même député s'élevait sur le trop grand nombre porté jusqu'à neuf , en disant que la plupart des bourgs où on les avoit placés , étoient dans l'impossibilité de fournir les sujets nécessaires à ces nouveaux établissemens.

M. Magnaval appuyoit comme de raison cette opinion ; mais , MM. Rodat , d'Oleps , Pons de Solages , l'abbé Villaret , & l'évêque de Rhodès , l'ont combattue avec succès , & ont insisté fortement en faveur de cette dernière ville ; enfin , le projet du comité a été mis aux voix & il a été décrété ce qui suit :

« L'assemblée nationale décrète que la première assemblée du département se tiendra à Rhodès ; que le choix du chef-lien entre Rhodès & Villefranche , sera donné aux électeurs réunis , & que ce département sera divisé en neuf districts dont les chefs-liens sont Rhodès , Villefranche , Aubin , le mur de Barrés , Severac-le-château , Milhan , Sainte-Affrique , Sauveterre & Saint-Geniès ; sauf le tribunal de ce dernier district en faveur d'Espalion ; sauf aussi les droits des autres villes du département , qui seront fixés par la constitution , si elles y sont fondées ».

M. Gossin a fait encore le rapport des discussions élevées sur les limites du Forez & du Vivarais ; un député du Vivarais & M. de Landine , ont parlé pour & contre sur cet objet , & le décret suivant a été rendu :

« L'assemblée nationale décrète , d'après l'avis du comité de constitution , que le bourg Argental , toutes les paroisses & tous les lieux en dépendans , faisant partie du Forez , demeureront provisoirement au département du Lyonnais , Forez & Beaujolais , sauf la liberté pour les habitans de ce canton , de se réunir au Vivarais lorsqu'ils le jugeront à propos ».

Ces rapports étant terminés , M. de Toulangeon a demandé que le travail des départemens fût partagé entre deux commissaires qui rapporteroient , l'un dans la séance du matin , & l'autre dans celle du soir , jusqu'à ce que la division du royaume fût achevée ,

Les uns ont demandé une exception en faveur de l'affaire de Marseille, qui avoit été renvoyée à ce soir; les autres pour des motions intéressantes mises à l'ordre du jour, & M. Perdrix, pour une réclamation de l'affaire de Valenciennes.

Ces affaires particulières ont été exceptées, & l'on a adopté la motion de M. de Toulangeon.

M. Gênetat, curé d'Erigni, a fait un rapport au nom du comité des finances sur les pétitions présentées par les villes de Douai & de Valenciennes.

» Des quatre objets de réclamation de ces villes, a dit le rapporteur, il en est trois dont le comité n'a pas cru devoir s'occuper quant à présent; l'une est du ressort du pouvoir exécutif, les autres sont de nature à être traitées dans les assemblées de département. Quant au quatrième objet, il a paru mériter l'attention du comité; ces villes jouissent de certains droits d'octrois sur les entrées des contomnations; quelques privilèges s'en prétendent exempts, sous prétexte que le décret du 4 août n'a aboli les privilèges pécuniaires personnels ou réels, qu'en matière de subside; mais qu'il n'y est pas fait mention des exemptions d'octrois qui ne sont pas de la nature des subsides, mais de simples concessions particulières faites à quelques villes. Les officiers de Douai réclament que cette distinction abusive soit abolie comme elle l'a été par le décret rendu pour la Bretagne.

» La ville de Valenciennes se plaint aussi de ce que plusieurs ci-devant privilèges se maintiennent dans les prétendus droits d'exemption; qu'ils ont refusé de se soumettre aux visites domiciliaires, sous prétexte que, par l'article VIII du décret du 23 septembre, ces visites étoient prosrites pour les gabelles. Le comité des finances a pensé que toute espèce de privilège étant abolie, ainsi que toute inquisition domiciliaire, les dispositions du décret rendu pour la Bretagne devoient être générales pour tout le royaume; en conséquence il vous propose le projet du décret suivant:

« L'assemblée nationale instruite que dans plusieurs villes du royaume où se perçoivent certains droits d'octrois aux entrées sur les objets de consommation, plusieurs ci-devant privilégiés se sont maintenus dans l'exemption de ces droits; que les intentions de l'assemblée dans les précédens décrets des 4 & 11 août, en anéantissant à jamais tous privilèges pécuniaires, personnels ou réels, n'ont pas été de restreindre cette abolition aux matières de subsides seulement, mais à toute perception quelconque, sans exemption ni distinction, & voulant rendre communes pour tout le royaume les dispositions de l'article V du décret qu'elle a rendu le 16 septembre dernier pour la Bretagne en particulier, a décrété & décrète ce qui suit :

« Tous les octrois établis dans les villes du royaume, seront perçus comme par le passé, jusqu'à ce qu'il en ait été statué autrement, mais sans aucun privilège, exemption ni distinction de personnes; ne seront faites néanmoins aucunes recherches dans les maisons des ci-devant privilégiés, pour raison du passé.

« Quant aux autres réclamations de la ville de Douai, l'assemblée en renvoie l'examen à la première assemblée de son département ».

M. Prieur a proposé pour amendement que tous les droits de gros, aides, octrois & autres droits de cette nature, fussent payés sans distinction dans toute l'étendue du royaume.

M. Merlin étendoit la motion aux octrois des pays d'états, villes & communautés d'habitans, en ordonnant néanmoins que les cantines militaires subsisteront provisoirement dans les endroits où il y en a d'établies.

M. Perdrix proposoit en supprimant les visites domiciliaires, d'assujétir aux déclarations les ci-devant privilégiés.

Un autre membre a demandé que les sommes provenant des octrois qui seroient payés par les ci-devant privilégiés, fussent versées dans les mains des receveurs des municipalités, & que les fermiers de ces droits tien-

droient un registre des perceptions, qu'ils seroient tenus d'exhiber aux officiers municipaux à leur réquisition.

Un autre a proposé que ce décret fût rendu sans préjudice des capitulations faites avec les Suisses.

Ce dernier amendement ayant été mis aux voix, a été adopté.

On a décidé ensuite sur la demande de M. Populus, que le décret seroit applicable à tout le royaume.

Quoique la question préalable ait été demandée sur les autres amendemens, ils ont été adoptés, excepté celui qui concernoit les visites domiciliaires & les déclarations sur lesquelles on a déclaré n'y avoir lieu à délibérer.

Quant aux *cantines militaires*, M. Legrand a proposé la question préalable, en disant que cet usage en faveur des militaires, ne pouvoit pas être l'objet d'un décret.

« Vous voulez augmenter la solde des troupes, a dit M. de Noailles, mais vous diminuez la jouissance & la paye du soldat, si vous innovez sur les usages des troupes en activité de service dans les garnisons, quartiers ou voyages; il faut ajouter simplement au décret, *sans rien innover quant à présent, aux usages concernant les garnisons françaises & étrangères.* »

Un autre a fait ajouter le mot *hospitaux*.

M. du Châtelet a substitué au mot *cantine*, celui de *consommation*.

Cet amendement a été ainsi adopté, & il est résulté de toutes ces délibérations le décret suivant, sauf la rédaction du comité des finances.

« L'assemblée nationale a décrété & décrète que tous les octrois, droits d'aides, de gros, & autres de cette nature, sous quelque dénomination qu'ils soient connus, dans les villes & autres lieux du royaume où ils sont établis, continueront d'être perçus comme par le passé, jusqu'à ce qu'il ait été statué autrement, mais sans aucun privilège, exemption ni distinction quelconque.

» N'entendant rien innover quant à présent aux usages

concernant les consommations des troupes françaises & étrangères ainsi que des hôpitaux.

» Les sommes qui proviendront du paiement desdits octrois qui sera fait tant par les ci-devant privilégiés, que par tous autres contribuables, seront versées dans les mains des receveurs des municipalités.

» Les fermiers desdits droits tiendront un registre des perceptions, & seront tenus d'exhiber le registre aux officiers municipaux sur leur simple réquisition ».

L'exécution des décrets sur les contributions nécessaires pour exercer le droit de citoyen actif, a dû nécessairement entraîner des difficultés dans les diverses parties du royaume, à cause de la diversité dans l'assiette & la répartition des impôts directs; c'est d'après ces obstacles éprouvés en Artois, que M. Robespierre a proposé une motion qui peut faire cesser le seul reproche peut-être que l'on peut faire à la constitution française; mais la manière d'établir cette question étoit difficile; toucher, même de loin, au marc d'argent, c'étoit s'exposer aux contradictions d'une partie de l'assemblée.....

« Qu'aucun de vous, disoit M. Robespierre, ne s'alarme pour l'irrévocabilité de vos décrets; ce que nous venons vous offrir est précisément la solution de ce grand problème, c'est-à-dire, de rétablir dans toute leur intégrité les droits imprescriptibles de l'homme & du citoyen, que vous avez vous-mêmes déclarés la base nécessaire de toute constitution, sans révoquer aucune des dispositions qui auroient pu les enlever.

Parmi tant de décrets qui vous ont assuré la reconnaissance de l'humanité, vous en avez rendu quelques-uns qui attachent au paiement d'une quotité de contribution, l'exercice des droits de citoyen. Nous devons vous consulter sur l'application de ces mesures à une contrée importante, surtout dans la révolution actuelle. En Artois, la contribution directe personnelle est inconnue, parce que la taille personnelle ou la capitation y ont été converties par l'admi-

nistration des états , en vingtièmes & en impositions foncières ; de manière que tous les citoyens qui ne possèdent pas des fonds de terre , c'est-à-dire , la plus grande partie des habitans ne peuvent atteindre à la condition établie par les décrets qui attachent les droits de citoyen à une imposition directe ; ainsi la seule forme des contributions frappe d'une exhérédation politique la plus grande partie des habitans de cette province.

M. Robespierre a prouvé ensuite que de pareils décrets blessaient l'égalité politique.

« Que répondrons-nous , ajoutoit-il , aux plus zélés partisans de la cause publique , quand ils nous diront : vous nous parlez de liberté , & nous sommes réduits à la servitude politique ? Nous avons exercé tous les droits des hommes libres , quand nous vous avons députés vers cette diète auguste qui devoit consacrer nos droits , & nous les avons perdus : nous ne sommes plus que des prolétaires & des esclaves , car nos voix ne seront point comptées dans les suffrages qui nommeront les législateurs ».

» C'est à vous , messieurs , de répondre à de telles objections ; vous rendrez un nouvel hommage aux droits de tous les citoyens ; vous ne ferez point dépendre les principes fondamentaux de l'ordre social des bizarreries d'un système de finance , mobile & vicieux , que vous vous proposez de détruire ; vous ne ferez pas une loi particulière pour l'Artois , & vous étendrez à toute la nation un décret qui rendra votre constitution plus chère à tous les amis de la patrie & de la liberté ; je propose en conséquence le décret suivant :

« L'assemblée nationale considérant que les contributions publiques établies dans les différentes parties du royaume , ne sont ni assez uniformes ni assez sagement combinées , pour permettre dans le moment actuel une juste application des conditions qui auroient pu être exigées , pour l'exercice des droits de citoyen actif ; voulant maintenir l'égalité politique entre les habitans de toutes les parties

de l'empire, dont elle a reconnu la nécessité par quelques-uns de ses précédens décrets, & pénétrée sur-tout d'un respect religieux pour les droits inviolables de l'humanité qu'elle a solennellement déclarés ;

» Décrète que l'exécution des dispositions concernant la nature & la quotité de la contribution requise, comme condition de la qualité de citoyen actif, sera différée jusqu'à l'époque où elle aura réformé le système actuel des impositions, & combiné les rapports de celui qu'elle doit établir, avec l'exercice des droits politiques; décrète, en conséquence, que jusqu'à ladite époque, tous les français, c'est-à-dire, tous les hommes nés & domiciliés en France, ou naturalisés, qui payeront une imposition quelconque, continueront d'être habiles à exercer la plénitude des droits politiques & d'être admissibles à tous les emplois publics, sans autre distinction que celle des vertus & des talens, sans toutefois déroger aux autres motifs d'incomptabilité ou d'exclusion portés par les autres décrets de l'assemblée nationale. »

Dès que cette opinion a été prononcée, de vives réclamations se sont faites entendre ; on a prétendu que cette motion étoit contraire aux décrets déjà rendus sur la contribution. On a demandé la question préalable. M. du Quesnoi a eu beaucoup de peine à se faire entendre au milieu du tumulte. M. Charles de Lameth a demandé l'ajournement à une autre séance, & M. Dumets a proposé, au contraire, le renvoi au comité de constitution qui proposera un décret ; cette opinion a été adoptée.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.